

Résumé analytique

« Ce qui est à la fois notre vision et la responsabilité qui nous est dévolue c'est de mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes dans le contexte du développement durable et de mettre en place les éléments constitutifs d'une prospérité durable pour tous. »ⁱ

Le Groupe s'est rassemblé avec un sentiment d'optimisme et un profond respect pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La plus rapide réduction de la pauvreté de l'histoire de l'humanité a été observée lors des treize années qui ont suivi l'entrée dans le nouveau millénaire : il y a un demi-milliard de personnes en moins vivant en dessous du seuil de pauvreté international fixé à 1,25 \$ par jour. Les taux de mortalité infantile ont diminué de plus de 30 % et près de trois millions d'enfants ont été sauvés chaque année par rapport à l'an 2000. Les décès imputables à la malaria ont été réduits d'un quart. Ce progrès sans précédent a été rendu possible en combinant la croissance économique, de meilleures politiques, et un engagement global vis-à-vis des objectifs du Millénaire pour le développement qui a inspiré un cri de ralliement pour le monde entier.

Face à ce succès remarquable, ce serait une erreur d'abandonner ces objectifs du Millénaire pour le développement et de tout recommencer. Comme les dirigeants mondiaux ont convenu à Rio en 2012, de nouveaux objectifs et de nouvelles cibles doivent être définis dans le respect des droits fondamentaux de l'Homme, et les travaux lancés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement doivent être achevés. Le point central étant **d'éradiquer l'extrême pauvreté** de la surface du globe d'ici à 2030. Les dirigeants ont fait cette promesse maintes et maintes fois au cours de l'histoire. Aujourd'hui, elle peut enfin être honorée.

Ainsi, un nouveau programme de développement devrait voir le jour dans l'esprit de la Déclaration du Millénaire et de ce que les OMD ont de meilleur, en portant une attention toute particulière à la pauvreté, la faim, l'eau, l'assainissement, l'éducation et la santé. Mais pour accomplir notre vision de la promotion d'un développement durable, nous devons aller au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement. Ils ne se sont pas suffisamment appliqués à cibler les personnes les plus pauvres et les plus exclues. Ils sont restés silencieux sur les effets dévastateurs des conflits et de la violence sur le développement. L'importance du développement d'une bonne gouvernance et d'institutions qui garantissent l'État de droit, la liberté d'expression ainsi qu'un gouvernement transparent et responsable n'a pas été incluse, ni le besoin d'une croissance sans exclusion pour créer des emplois. Plus sérieusement, les OMD ont fait défaut en omettant d'intégrer les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable comme l'envisageait la Déclaration du Millénaire, et en n'abordant pas la nécessité de promouvoir des modèles de consommation et de production durables. Le résultat a été que l'environnement et le développement n'ont jamais été correctement traités ensemble. Le monde travaillait dur, mais pas toujours à l'unisson, sur des problèmes liés.

Le Groupe a donc posé quelques questions simples : en commençant par les actuels objectifs du Millénaire pour le développement, que faut-il garder, modifier, et ajouter. En essayant de répondre à ces questions, nous avons écouté les points de vue des femmes, des hommes, des jeunes, des parlementaires, des organisations de la société civile, des communautés indigènes et locales, des migrants, des experts, des entreprises, des syndicats et des gouvernements. Nous avons aussi, et c'est le plus important, écouté directement les opinions de centaines de milliers de personnes partout dans le monde, lors de rencontres sur le terrain mais aussi par le biais d'enquêtes, d'entrevues au sein des communautés et de sondages via téléphones portables ou Internet.

Nous avons pris en compte les changements importants du monde depuis l'an 2000 et les changements qui sont susceptibles de voir le jour d'ici à 2030. Aujourd'hui, il y a un milliard de personnes en plus, la population

mondiale s'élevant à sept milliards, un milliard de plus est prévu d'ici à 2030. Plus de la moitié d'entre nous vivent actuellement dans les villes. L'investissement privé dans les pays en développement éclipse désormais les flux d'aide. Le nombre d'abonnements de téléphone portable est passé de moins d'un milliard à plus de six. Grâce à Internet, la recherche d'opportunités d'affaires ou d'informations de l'autre côté du globe est maintenant courante pour beaucoup de personnes. Pourtant l'inégalité demeure et tous n'ont pas accès aux mêmes opportunités. 1,2 milliard des personnes les plus pauvres représentent seulement 1 pour cent de la consommation mondiale tandis que le milliard de personnes les plus riches consomme 72 pour cent.

Surtout, il existe une tendance, le changement climatique, qui déterminera si nous pouvons ou pas réaliser nos ambitions. La preuve scientifique de la menace directe du changement climatique s'est affirmée davantage. Les pressions exercées par les modèles de production et de consommation non viables sont devenues claires, dans les secteurs comme le déboisement, la pénurie d'eau, les déchets alimentaires, et les émissions à forte teneur en carbone. Les pertes imputables aux catastrophes naturelles, notamment aux sécheresses, aux inondations, et aux tempêtes ont augmenté à un taux alarmant. Les personnes vivant dans la pauvreté seront les premières et les plus durement touchées par le changement climatique. Le coût des actions menées dès à présent sera bien moindre que le coût imputable à la résolution des conséquences futures.

Les membres du Groupe ont entamé un parcours de réflexion pour évoquer et discuter ensemble de ces tendances et ces questions.

Lors de notre première rencontre à New York, le Secrétaire général nous a chargés de créer une vision ambitieuse et pratique du développement au-delà de 2015.

À Londres, nous avons discuté de la pauvreté des ménages : la réalité quotidienne de la vie à la limite de la survie. Nous avons examiné les nombreuses dimensions de la pauvreté, y compris la santé, l'éducation, et les moyens de subsistance, mais aussi les demandes pour plus de justice, une plus grande responsabilité, et la fin des violences envers les femmes. Nous avons également entendu des histoires édifiantes sur la manière dont les personnes et les communautés avaient atteint la prospérité.

À Monrovia, nous avons parlé de la transformation économique et des éléments constitutifs requis pour une croissance qui débouche sur l'inclusion sociale et le respect de l'environnement : ou comment mettre l'ingéniosité et le dynamisme des entreprises au service du développement durable. De plus, nous avons vu de nos propres yeux le progrès extraordinaire qui peut être accompli lorsqu'un pays jadis ravagé par les conflits peut rétablir la paix et la sécurité.

À Bali, nous avons convenu de l'importance capitale de mener dans un nouvel esprit un partenariat mondial pour un programme orienté vers les personnes et soucieux de la planète, basé sur le principe de notre humanité commune. Nous avons convenu de pousser les pays développés à respecter leur part du contrat, en honorant leurs engagements d'aide, mais également en réformant leurs politiques commerciales, fiscales et de transparence, en veillant à mieux réguler les marchés mondiaux financiers et des matières premières et en ouvrant la voie du développement durable. Nous avons convenu que les pays en développement ont fait beaucoup pour financer leur propre développement, et seront capables de faire davantage au fur et à mesure que les revenus augmentent. Nous avons également convenu de la nécessité de gérer la consommation mondiale et de créer des modèles de production plus viables et justes. Nous avons surtout convenu qu'une nouvelle vision doit être universelle : elle doit donner de l'espoir, mais également définir les responsabilités de chacun dans le monde.

Ces réunions et consultations nous ont stimulés, inspirés et convaincus de la nécessité d'un nouveau paradigme. Il est clair que nous n'avons guère le choix : il faut agir. Nous avons conclu que le programme de l'après 2015 sera un **programme universel**. Il devra se baser sur **cinq grandes véritables réorientations** :

1. Ne laisser personne de côté. Nous devons rester fidèles aux promesses initialement contenues dans les objectifs du Millénaire pour le développement, et terminer ce qu'ils ont commencé. Après 2015 nous devrions passer de la réduction à l'*éradication* de l'extrême pauvreté, sous toutes ses formes. Nous devrions nous assurer que chacun d'entre nous, indépendamment de l'origine ethnique, du sexe, de la situation géographique, du handicap, de la race ou d'autres critères, bénéficie des droits fondamentaux de l'Homme et des opportunités économiques les plus élémentaires. Nous devrions penser à des objectifs visant les groupes victimes d'exclusion, en nous assurant par exemple de suivre les progrès accomplis à tous les niveaux de revenus, et en offrant une protection sociale pour aider les personnes à faire face aux incertitudes de la vie. Nous pouvons être la première génération de l'histoire de l'humanité à éradiquer la faim et à s'assurer que chaque personne accède au bien-être élémentaire. Il ne peut y avoir aucune excuse. Il s'agit d'un programme universel, pour lequel chacun doit accepter sa part de responsabilité.

2. Placer le développement durable au cœur des débats. Pendant vingt ans, la communauté internationale a aspiré à intégrer les dimensions sociales, économiques, et environnementales de la durabilité, mais aucun pays n'y est encore parvenu. Nous devons agir *maintenant* pour stopper la progression alarmante du changement climatique et de la détérioration de l'environnement, qui constitue une menace sans précédent pour l'humanité. Nous devons entraîner une plus grande inclusion sociale. Il s'agit d'un défi universel, pour chaque pays et chaque personne dans le monde. Ceci exigera un changement structurel, avec de nouvelles solutions, et offrira de nouvelles opportunités. Les pays développés ont un rôle spécial à jouer, en favorisant les nouvelles technologies et en réalisant les progrès les plus rapides en matière de réduction de la consommation non viable. Bon nombre des plus grandes entreprises au monde mènent déjà cette transformation vers une économie verte dans un contexte de développement durable et d'éradication de la pauvreté. C'est uniquement en mobilisant ensemble les actions sociales, économiques et environnementales que nous pourrions éradiquer définitivement la pauvreté et répondre aux aspirations de huit milliards d'individus en 2030.

3. Transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusif. Nous appelons à un véritable bond en avant en matière d'opportunités économiques ainsi qu'une transformation économique profonde pour éradiquer l'extrême pauvreté et améliorer les moyens de subsistance. Ceci signifie un changement rapide vers des modèles de consommation et de production durables, en exploitant l'innovation, la technologie, et le potentiel des entreprises privées pour créer plus de valeur et favoriser une croissance durable et sans exclusion. Les économies diversifiées, avec l'égalité des chances pour tous, peuvent entraîner le dynamisme qui crée des emplois et des moyens de subsistance, particulièrement chez les jeunes et les femmes. Il s'agit d'un défi pour chaque pays sur terre : assurer de bonnes possibilités d'emploi tout en adoptant les modèles de durabilité de travail et de vie qui seront nécessaires dans un monde aux ressources naturelles limitées. Nous devrions nous assurer que toute personne a ce dont elle a besoin pour se développer et prospérer, y compris l'accès à l'éducation et à des compétences de qualité, aux soins de santé, à l'eau salubre, à l'électricité, aux télécommunications et au transport. Nous devrions fournir aux personnes les moyens d'investir, de démarrer une activité ou de réaliser des échanges. De plus, nous pouvons faire davantage pour tirer profit de l'urbanisation rapide : les villes sont les moteurs du monde pour les activités et l'innovation. Bien gérées, elles peuvent créer des emplois, de l'espoir, de la croissance, tout en intégrant la notion de durabilité.

4. Construire la paix et créer des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous. Vivre à l'abri de la crainte, des conflits et de la violence est le droit humain le plus fondamental, et la base essentielle pour établir des sociétés paisibles et prospères. En même temps, les gens à travers le monde s'attendent à ce que leurs gouvernements soient honnêtes, responsables, et réceptifs à leurs besoins. Nous appelons à un changement fondamental - à reconnaître la paix et la bonne gouvernance comme étant des éléments essentiels du bien-être, et non pas comme de simples options. Il s'agit d'un programme universel, pour tous les pays. Les institutions réceptives et légitimes devraient encourager l'État de droit, les droits de propriété, la liberté d'expression et des médias, le libre choix politique, l'accès à la justice, et un gouvernement et des institutions publiques responsables. Nous avons besoin d'une révolution en ce qui

concerne la transparence, de façon à ce que les citoyens puissent voir exactement où et comment les impôts, l'aide et les revenus des industries extractives sont dépensés. Ce sont des fins mais également des moyens.

5. Créer un nouveau partenariat mondial. La réorientation la plus importante réside peut-être dans un nouvel esprit de solidarité, de coopération, et de responsabilité mutuelle qui doit être à la base du programme pour l'après-2015. Un nouveau partenariat devrait être basé sur une compréhension commune de notre humanité partagée, en soutenant le respect et les bénéfices mutuels dans un monde devenu trop petit. Ce partenariat devrait impliquer les gouvernements mais également inclure d'autres acteurs : les personnes vivant dans la pauvreté, celles souffrant de handicaps, les femmes, la société civile ainsi que les communautés indigènes et locales, les groupes traditionnellement marginalisés, les institutions multilatérales, le gouvernement au niveau local et national, le milieu des affaires, le milieu universitaire et le mécénat privé. Chaque secteur prioritaire identifié dans le programme de l'après-2015 devrait être soutenu par des partenariats dynamiques. Le temps est venu pour la communauté internationale d'employer de nouvelles méthodes du travail, pour aller au-delà d'un programme d'aide et mettre de l'ordre dans ses affaires : mettre en pratique une réduction rapide de la corruption, des flux financiers illégaux, du blanchiment d'argent, de la fraude fiscale, et des revenus d'actifs non déclarés. Nous devons lutter contre le changement climatique, soutenir le libre-échange et le commerce équitable, l'innovation, le transfert et la diffusion de technologies et promouvoir la stabilité financière. Comme ce partenariat repose sur les principes de l'humanité commune et du respect mutuel, un nouvel esprit doit voir le jour pour qu'il soit complètement transparent. Toute personne impliquée doit être entièrement responsable.

De la vision à l'action. Nous croyons que ces cinq changements représentent les actions justes, intelligentes et nécessaires à mener. Mais leur impact dépendra de la façon dont ils seront traduits en termes de priorités et d'actions spécifiques. Nous nous sommes rendu compte que notre vision serait incomplète sans un ensemble d'objectifs indicatifs et de cibles pour montrer comment ces transformations pourraient s'exprimer sous une forme précise et quantifiable. Ce cadre référentiel est présenté en Annexe I, avec une explication plus détaillée en Annexe II. Nous espérons que ces exemples aideront à concentrer les efforts et à stimuler le débat.

Les cibles proposées sont ambitieuses mais pragmatiques. Tout comme les OMD, elles ne seraient pas contraignantes, mais elles pourraient être suivies attentivement. Les indicateurs qui les suivraient pourraient être désagrégés pour s'assurer que personne n'est laissé de côté et les cibles devraient uniquement être considérées comme « atteintes » si elles l'étaient par tous les groupes sociaux et les revenus applicables. Nous recommandons que tout nouvel objectif soit accompagné d'un système de contrôle indépendant et strict, et offre des occasions régulières de rapporter les progrès et les défaillances au niveau des plus hautes instances politiques. Nous réclamons également **une révolution en matière de données** pour le développement durable, avec une nouvelle initiative internationale pour améliorer la qualité des statistiques et des informations mises à la disposition des citoyens. Nous devrions activement tirer profit des nouvelles technologies, de l'approvisionnement par la foule et d'une meilleure connectivité pour fournir à la population des informations relatives aux progrès accomplis vis-à-vis des cibles.

Considérées dans leur ensemble, le Groupe pense que ces cinq réorientations fondamentales peuvent supprimer les barrières qui maintiennent certaines personnes à l'écart, et mettre fin à l'inégalité des chances qui empoisonne la vie de tant de personnes sur notre planète. Elles peuvent, en fin de compte, rassembler les questions sociales, économiques et environnementales d'une manière logique, efficace, et viable. Nous espérons, par-dessus-tout, qu'ils pourront encourager une nouvelle génération à croire qu'un monde meilleur est à sa portée, et à agir en conséquence.